



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS DECAYEUX (rue du Vimeu Vert)

24 rue Jules Guesde
80210 Feuquières-En-Vimeu

Références : 2025-E30197
Code AIOT : 0005102177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS DECAYEUX (rue du Vimeu Vert) implanté ZA du Vimeu Industriel rue du Vimeu Vert 80210 Feuquières-en-Vimeu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet le récolement de la mise en demeure du 16 décembre 2024, portant sur la défense incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS DECAYEUX (rue du Vimeu Vert)
- ZA du Vimeu Industriel rue du Vimeu Vert 80210 Feuquières-en-Vimeu
- Code AIOT : 0005102177
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECAYEUX DAD fabrique des boîtes aux lettres et des portes blindées sur la commune de Feuquières-en-Vimeu.

Le site relève du régime de l'autorisation, par arrêté préfectoral du 1er décembre 2003.

La visite d'inspection a porté sur la mise en conformité de la défense incendie, notamment la disponibilité en eau et les capacités de rétention en cas de sinistre, et sur le stockage d'un produit chimique.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bassin de confinement	AP de Mise en Demeure du 16/12/2025, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
3	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/12/2003, article V.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réseau d'incendie	AP de Mise en Demeure du 16/12/2025, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vérification des poteaux incendie, visant à vérifier la disponibilité des volumes d'eau nécessaire pour l'extinction en cas d'incendie, a été réalisée. La mise en demeure peut être levée sur ce point. La mise en conformité des capacités de rétention des eaux d'extinctions n'est pas encore effective. L'inspection propose à monsieur le préfet de maintenir la mise en demeure sur ce point.

L'exploitant doit également remettre en place le dispositif de surveillance des eaux souterraines et réaliser la télédéclaration des résultats attendue pour le 1er semestre 2026 sur GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2025, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Dans un délais de 10 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 précité qui prévoit

notamment que : "L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances."

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté, lors de la visite d'inspection, un plan intitulé « Planche Photo ». Ce document identifie l'ensemble des points d'entrée et de sortie devant faire l'objet de modifications afin d'assurer le confinement des eaux par une amélioration de l'étanchéité. Sur les 31 points identifiés par l'exploitant, seuls 4 ont fait l'objet de modifications visant à assurer ce confinement. Sur ces 4 points, l'exploitant a installé des batardeaux.

L'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur le fait que les batardeaux sont des dispositifs de protection amovible dits « actifs ». En cas d'événement nécessitant un confinement des eaux, leur mise en place sur une grande partie du site n'est pas concevable. Cette solution peut donc être retenue et maintenue uniquement pour des portes à faible usage ou, après décision de l'exploitant, pour des accès condamnés.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de privilégier des solutions dites « passives », telles que l'installation de rampes de rehausse des seuils de porte ou toute autre solution équivalente. Les solutions proposées devront faire l'objet d'une demande d'avis auprès du SDIS.

Le confinement des eaux d'extinction sur le site n'est cependant toujours pas mis en place, la mise en demeure n'est donc pas respectée. Néanmoins, afin de tenir compte du contexte financier difficile, et du changement récent de l'équipe dirigeante, l'inspection propose d'octroyer un délai supplémentaire à l'exploitant, et de maintenir la mise en demeure sur ce point en adaptant le délai aux engagements de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : Réseau d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2025, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Réseau d'incendie

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article III.6.38 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er décembre 2003, délivré à la société ETABLISSEMENTS DECAYEUX pour les installations qu'elle exploite dans la zone d'activité du Vimeu Industriel à Feuquières-en-Vimeux (80210), qui prévoit que : "L'exploitant dispose d'un réseau d'eau dédié à la lutte contre l'incendie. Ce réseau ainsi que les réserves éventuelles du site sont capables de fournir le débit nécessaire pour alimenter simultanément les robinets d'incendies armés ainsi qu'un nombre suffisant de bouches ou poteaux d'incendie, à raison de 60 m³/h chacun."

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté, lors de la visite d'inspection, les rapports de vérification n°12460247-20260140, n°14819259-23493929 et n°14819265-23493969, réalisés simultanément sur les trois poteaux incendie assurant la défense du site. La vérification a été effectuée le 20 octobre 2025. Les résultats sont les suivants :

- **Poteau HDF-0000426777** : pression de 1,6 bar pour un débit de 60 m³/h ;
- **Poteau HDF-00004379000** : pression de 2,1 bar pour un débit de 60 m³/h ;
- **Poteau HDF-0000426839** : pression de 1,7 bar pour un débit de 60 m³/h.

La vérification des poteaux incendie a été réalisée par VEOLIA. Par un courriel transmis le 21 septembre 2025, le prestataire confirme à l'exploitant que les mesures de débit et de pression ont été effectuées simultanément sur les trois hydrants.

La prescription est respectée. L'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2003, article V.4

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

La S.A.S "ETABLISSEMENT DECAYEUX" est tenue de réaliser la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

[...]

Cette surveillance comprendra au minimum les dispositions suivantes :

- deux fois par an au moins :

- relevé du niveau piézométrique,
- prélèvement et analyse des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe (pH, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, fer, hydrocarbures),
- transmission des résultats des mesures et de leur interprétation à l'inspection des installations classées,

- si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée, il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

La déclaration GIDAF d'octobre 2024 présente plusieurs anomalies. Pour les déclarations du mois d'octobre 2024 concernant les points "Feuquière 2" et "Saucourt 4", le paramètre C2-H-Cl5 (code SANDRE 5924) n'a pas été analysé. Pour le point "Saucourt 3", aucun paramètre n'a été déclaré.

L'exploitant a confirmé, par mail en date du 27 novembre 2025, à la suite de la visite d'inspection, que les analyses 2025 n'avaient pas été réalisées. Il met en avant des difficultés financières et organisationnelles en lien avec la situation actuelle du site et le changement récent de l'équipe dirigeante.

Afin de tenir compte du contexte financier difficile et de cette réorganisation, l'inspection propose d'accorder un délai à l'exploitant pour remettre en place un dispositif de surveillance des eaux souterraines.

L'inspection des installations classées a également rappelé à l'exploitant son obligation de télédéclarer les résultats via la plateforme GIDAF.

Observation n°1 : L'exploitant s'assurera, auprès de son prestataire, de la complétude des résultats lors de la prochaine campagne de mesures, qui devra intervenir avant la fin du 1er semestre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

L'exploitant remettra en place le dispositif de surveillance des eaux souterraines et réalisera la télédéclaration des résultats du 1er semestre 2026 avant le 30 juin 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois